



# Accès à la jurisprudence de l'Union européenne

Atelier Juriconnexion  
7 avril 2015

Cour de justice de l'Union européenne

---

## 1. **Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne**

- 1.1. InfoCuria, base de données de la Cour de justice
- 1.2. EUR-Lex, base de données interinstitutionnelle
- 1.3. Répertoire de jurisprudence
- 1.4. Accès au Recueil numérique
- 1.5. Accès numérique à la jurisprudence
- 1.6. Notes de doctrine aux arrêts
- 1.7. Communiqués de presse
- 1.8. Rapport annuel de la CJUE

## 2. **Jurisprudence nationale en matière de droit de l'Union**

- 2.1. DEC.NAT, base de données des décisions nationales
- 2.2. Jurisprudence nationale relative aux Conventions de Bruxelles et de Lugano - Règlement 44/2001
- 2.3. *REFLETS*, bulletin de veille juridique

# **Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne**

## InfoCuria

- Couverture documentaire :
  - toutes les affaires introduites depuis 1953 :
    - affaires clôturées et affaires pendantes
    - jurisprudence et décisions non publiées au *Recueil de la jurisprudence*
  - filtrage de certaines données procédurales relatives aux affaires pendantes
- Textes multilingues :
  - toutes les langues officielles pour les décisions faisant l'objet d'une publication intégrale au *Recueil*
  - langue de procédure et langue de délibéré (FR), si différentes, pour les décisions faisant l'objet d'une *publication par extraits* ou d'une *Information* au *Recueil* ainsi que pour les décisions non publiées au *Recueil*
  - *Extraits, Sommaires et Informations* dans toutes les langues
- Mise à jour quotidienne des fiches détaillées

# InfoCuria

---

## ■ Recherche par :

- état des affaires
- juridiction
- numéro d'affaire
- nom des parties
- type de document
- ECLI
- mots du texte
- période ou date
- matière
- procédure et résultat
- citations de jurisprudence ou de législation
- plan de classement systématique
- formation de jugement
- juge rapporteur
- avocat général
- origine d'une question préjudicielle
- langue faisant foi
- nationalité des parties

## EUR-Lex

---

- Couverture documentaire :
  - tous les documents publiés au *Recueil de la jurisprudence* depuis 1954
  - les décisions non publiées au *Recueil* et les affaires pendantes ne sont pas disponibles
- Textes multilingues avec possibilité de triple visualisation :
  - toutes les langues officielles pour les décisions faisant l'objet d'une publication intégrale au *Recueil*
  - langue de procédure et langue de délibéré (FR), si différentes, pour les décisions faisant l'objet d'une *Information* au *Recueil* (décisions de la Cour depuis 2010 uniquement)
  - *Extraits, Sommaires* et *Informations* dans toutes les langues
- Notices bibliographiques des décisions diffusées au cours de la semaine suivant le jour du prononcé
- Notices bibliographiques des conclusions diffusées au cours de la semaine suivant le jour du prononcé de l'arrêt

# EUR-Lex

---

## ■ Recherche par :

- mots dans le texte/titre
- numéro *CELEX*
- numéro d'affaire
- juridiction
- références de publication au *Journal officiel*
- ECLI
- date (du document ou de dépôt)
- type de document
- nom de l'avocat général
- nom des parties
- procédure et résultat
- acte juridique concerné par l'affaire
- répertoire de jurisprudence
- matière
- EuroVoc

# Répertoire de jurisprudence

---

Jurisprudence > [Répertoire de jurisprudence](#)

- Regroupe, de manière systématique, les sommaires des arrêts et des ordonnances des 3 juridictions depuis leur création
- Outil de recherche en FR, ayant vocation à devenir multilingue



# Répertoire de jurisprudence

Plan de classement systématique avant le traité de Lisbonne (appliqué à la jurisprudence de 1954 à 2009)		Plan de classement systématique après le traité de Lisbonne (appliqué à la jurisprudence depuis 2010)	
<b>A</b>	- <a href="#">L'ordre juridique communautaire</a>	<b>1</b>	- <a href="#">L'ordre juridique de l'Union européenne</a>
<b>B</b>	- <a href="#">La Communauté européenne (CEE/CE)</a>	<b>2</b>	- <a href="#">Cadre institutionnel de l'Union européenne</a>
<b>C</b>	- <a href="#">La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA/CA)</a>	<b>3</b>	- <a href="#">Contentieux</a>
<b>D</b>	- <a href="#">La Communauté européenne de l'énergie atomique (CEE/EA)</a>	<b>4</b>	- <a href="#">Politique intérieure de l'Union européenne</a>
<b>E</b>	- <a href="#">La Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions</a>	<b>5</b>	- <a href="#">Association des pays et territoires d'outre-mer</a>
<b>F</b>	- <a href="#">La fonction publique</a>	<b>6</b>	- <a href="#">Politique extérieure</a>
<b>G</b>	- <a href="#">L' Union européenne (UE)</a>	<b>7</b>	- <a href="#">Dispositions générales et finales</a>
<b>H</b>	- <a href="#">Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles</a>	<b>8</b>	- <a href="#">Adhésion de nouveaux États membres</a>
		<b>9</b>	- <a href="#">Fonction publique</a>

# Répertoire de jurisprudence

## JURISPRUDENCE RELATIVE À LA POLITIQUE INTÉRIEURE DE L'UNION EUROPÉENNE

**4.14****4.14.01****4.14.01.02****Politique sociale** (voir aussi [B-15](#))**Égalité et non-discrimination****Égalité entre travailleurs masculins et travailleurs féminins** (voir aussi [B-15.01](#))

### **30. Politique sociale - Travailleurs masculins et travailleurs féminins - Accès à l'emploi et conditions de travail - Égalité de traitement - Directive 2006/54 - Champ d'application - Octroi et exclusion**

Il ressort clairement de l'article 16 de la directive 2006/54, relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail, que cette directive préserve la liberté des États membres d'accorder, ou non, un congé d'adoption et que les conditions d'application de ce congé, autres que le licenciement et la reprise du travail, ne résultent pas de ladite directive en ce qui concerne l'attribution d'un congé d'adoption.

*Arrêt du 18 mars 2014, Z. (C-363/12) (cf. points 63, 65, 67, disp. 1)*

### **31. Politique sociale - Travailleurs masculins et travailleurs féminins - Égalité de rémunération - Mesure nationale comportant une discrimination indirecte - Régime national permettant la retraite anticipée avec pension à jouissance immédiate et leur accordant une bonification d'ancienneté - Justification par la nécessité d'aider le sexe sous-représenté durant sa carrière**

L'article 141, paragraphe 4, CE doit être interprété en ce sens que ne relèvent pas des mesures visées à cette disposition des mesures nationales qui se bornent à permettre aux travailleurs concernés de bénéficier d'une jouissance immédiate et à leur accorder une bonification d'ancienneté lors de leur départ à la retraite, sans porter remède aux problèmes qu'ils peuvent rencontrer durant leur carrière professionnelle.

*Arrêt du 17 juillet 2014, Leone (C-173/13) (cf. point 103, disp. 3)*

### **32. Politique sociale - Travailleurs masculins et travailleurs féminins - Égalité de rémunération - Rémunération - Notion - Régime des pensions de retraite des fonctionnaires versées à la retraite - Inclusion**


Voir le texte de la décision.


*Arrêt du 17 juillet 2014, Leone (C-173/13) (cf. point 39)*

# Accès au Recueil numérique

Jurisprudence > Accès au Recueil numérique > Recueil général > Cour de justice

 [Janvier 2012](#)

 [Février 2012](#)

 [Mars 2012](#)

 [Avril 2012](#)

 [Mai 2012](#)

## [Affaire C-406/10 SAS Institute / World Programming](#)

Propriété intellectuelle — Directive 91/250/CEE — Protection juridique des programmes d'ordinateur — Articles 1er, paragraphe 2, et 5, paragraphe 3 — Portée de la protection — Création directe ou par un autre processus — Programme d'ordinateur protégé par le droit d'auteur — Reprise des fonctions par un second programme sans accès au code source du premier — Décompilation du code objet du premier programme d'ordinateur — Directive 2001/29/CE — Droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'information — Article 2, sous a) — Manuel d'utilisation d'un programme d'ordinateur — Reproduction dans un autre programme d'ordinateur — Violation du droit d'auteur — Condition — Expression de la création intellectuelle propre à l'auteur du manuel d'utilisation

Demande de décision préjudicielle, introduite par la High Court of Justice England & Wales (Chancery Division)

Langue de procédure: anglais

Sommaire

Conclusions de l'avocat général M. Y. Bot, présentées le 29 novembre 2011  
ECLI:EU:C:2011:787

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 2 mai 2012  
ECLI:EU:C:2012:259



# Accès numérique

## Jurisprudence > Accès numérique

Affaires introduites devant les 3 juridictions de 1953 à nos jours, présentées en ordre numérique, en fonction de leur dépôt aux greffes respectifs

<b><u>T-355/13</u></b>	<i>Arrêt du 21 janvier 2015, easyJet Airline / Commission (T-355/13) ECLI:EU:T:2015:36</i>
<b><u>T-356/13 P</u></b>	<i>Ordonnance du 14 juillet 2014, Lebedef / Commission (T-356/13 P) ECLI:EU:T:2014:669</i>
<b><u>T-357/13</u></b>	<i>Radiation du 10 décembre 2013, European Space Imaging / Commission (T-357/13) ECLI:EU:T:2013:678</i>
<b><u>T-358/13</u></b>	<i>En cours, Italie / Commission (T-358/13)</i>
<b><u>T-359/13</u></b>	<i>Ordonnance du 7 mai 2014, Spain Doce 13 / OHMI - Ovejero Jiménez et Becerra Guibert (VICTORIA DELEF) (T-359/13) ECLI:EU:T:2014:261</i>
<b><u>T-360/13</u></b>	<i>En cours, VECCO e.a. / Commission (T-360/13)</i>
<b><u>T-361/13</u></b>	<i>En cours, Menelaus / OHMI - Garcia Mahiques (VIGOR) (T-361/13)</i>
<b><u>T-362/13</u></b>	<i>Ordonnance du 21 novembre 2013, Kolev / Bulgarie (T-362/13, non publiée) ECLI:EU:T:2013:622</i>
<b><u>T-363/13</u></b>	<i>En cours, Harper Hygienics / OHMI - Clinique Laboratories (CLEANIC intime) (T-363/12)</i>
<b><u>T-364/13</u></b>	<i>En cours, Mocek et Wenta / OHMI - Lacoste (KAJMAN) (T-364/13)</i>
<b><u>T-365/13</u></b>	<i>Arrêt du 26 février 2015, Lituanie / Commission (T-365/13)(Pub.ext.) ECLI:EU:T:2015:113</i>
<b><u>T-366/13</u></b>	<i>Ordonnance du 29 août 2013, France / Commission (T-366/13) ECLI:EU:T:2013:396</i> <b><u>POURVOI : C-574/13</u></b>
<b><u>T-366/13</u></b>	<i>En cours, France / Commission (T-366/13)</i>
<b><u>T-367/13</u></b>	<i>En cours, Pologne / Commission (T-367/13)</i>

# Notes de doctrine aux arrêts

## Jurisprudence > Notes de doctrine aux arrêts

**Aff. C-359/09**

**Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 3 février 2011.**

Donat Cornelius Ebert contre Budapesti Ügyvédi Kamara.

Avocats - Directive 89/48/CEE - Reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans - Directive 98/5/CE - Exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise - Utilisation du titre professionnel de l'État membre d'accueil - Conditions - Inscription au tableau d'un ordre professionnel des avocats de l'État membre d'accueil. Affaire C-359/09.

**Recueil 2011 p.I-00269**

**- Picod, Fabrice**

L'usage du titre professionnel dans l'État d'accueil peut être soumis à une inscription à un barreau, La Semaine Juridique - édition générale 2011 n° 7 p.323

**- Bouveresse, Aude**

Port du titre d'avocat, Europe 2011 Avril Comm. n° 4 p.15-16

**- Frenz, Walter; Wübbenhorst, Hendrik J.C.**

Rechtsanwaltstätigkeit in anderen EU-Staaten, Neue juristische Wochenschrift 2011 p.1262-1265

**- Sever, Saša**

"Tuji" odvetnik kot "odvetnik", Pravna praksa 2011 n° 11 p.44



# Communiqués de presse

## Presse & Médias > Communiqués de presse

**N° 35/2015 : 26 mars 2015**

[Conclusions de l'avocat général dans l'affaire C-67/14](#)

[Alimanovic](#)

[bg](#) [es](#) [de](#) [el](#) [en](#) [fr](#) [hr](#) [it](#) [nl](#) [pl](#) [pt](#) [ro](#) [sl](#)

Selon l'avocat général Melchior Wathelet, les citoyens de l'Union qui se déplacent dans un État membre dont ils n'ont pas la nationalité pour y chercher un emploi peuvent être exclus du bénéfice de certaines prestations sociales

**N° 34/2015 : 19 mars 2015**

[Conclusions de l'avocat général dans l'affaire C-153/14](#)

[K et A](#)

[es](#) [cs](#) [de](#) [el](#) [en](#) [fr](#) [it](#) [nl](#) [pl](#) [pt](#)

Espace de liberté, sécurité et justice

Selon l'avocat général Kokott, un État membre peut, en principe, subordonner le regroupement familial d'époux ressortissants de pays tiers à la réussite, par le candidat au regroupement, d'un examen de connaissance de la langue et de la société de cet État

**N° 33/2015 : 11 mars 2015**

[Arrêt de la Cour de justice dans l'affaire C-628/13](#)

[Lafonta](#)

[es](#) [de](#) [el](#) [en](#) [fr](#) [it](#) [pt](#)

Rapprochement des législations

Pour prévenir tout délit d'initié, une information doit être divulguée au public même si son détenteur ne sait pas quelle influence précise elle aura sur le cours des instruments financiers

**RSS**



# Rapport annuel

L'institution > Rapport annuel

## 3. Apports dans le domaine de l'article 102 TFUE

L'activité du Tribunal a été marquée, cette année, par l'affaire ayant donné lieu à l'arrêt du 12 juin 2014, *Intel/Commission* [T-286/09, Rec (Extraits), sous pourvoi, EU:T:2014:547]. Le Tribunal était saisi d'un recours contre la décision par laquelle la Commission avait infligé au fabricant américain de microprocesseurs Intel Corp. une amende record d'un montant de 1,06 milliard d'euros pour avoir abusé, en violation des règles de concurrence de l'Union, de sa position dominante sur le marché mondial des processeurs entre 2002 et 2007, en mettant en œuvre une stratégie destinée à exclure du marché son seul concurrent sérieux. Cette affaire a donné l'occasion au Tribunal d'apporter des précisions importantes s'agissant de la compétence territoriale de la Commission<sup>10</sup>, du mode de

<sup>10</sup> Sur la compétence territoriale de la Commission, voir également ci-dessus les développements consacrés à l'arrêt *InnoLux/Commission*, précité (T-91/11, EU:T:2014:92), sous «2. Apports dans le domaine de l'article 101 TFUE».



---

## **Jurisprudence nationale en matière de droit de l'Union européenne**



## DEC.NAT

Bibliothèque et documentation > Jurisprudence nationale et internationale  
> Base de données de jurisprudence nationale



- Contient les références et l'analyse des décisions des juridictions des États membres en matière de droit de l'Union :
  - décisions prononcées dans le cadre d'une procédure nationale ayant donné lieu à un renvoi préjudiciel (décisions de renvoi)
  - décisions rendues à la suite des arrêts préjudiciels de la Cour (décisions en considération)
  - décisions présentant un intérêt « particulier » ou « immédiat » pour l'Union
- Diffusion sur le site Internet de l'Association des Conseils d'État et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne a.i.s.b.l. (ACA-Europe)

## DEC.NAT

	Date et Pays	Titre	Parties
 <b>Détail</b>	21/05/2003 Grande-Bretagne 	Court of Appeal, Civil Division, judgment of 21/05/2003 Arsenal Football Club plc / Matthew Reed	Arsenal Football Club plc ; Reed, Matthew
 <b>Détail</b>	12/12/2002 Grande-Bretagne 	High Court of Justice (England), Chancery Division, judgment of 12/12/2002 Arsenal Football Club plc / Matthew Reed	Arsenal Football Club plc ; Reed, Matthew
 <b>Détail</b>	04/05/2001 Grande-Bretagne 	High Court of Justice (England), Chancery Division, judgment of 04/05/2001 Arsenal Football Club plc / Matthew Reed	

### COUR DE JUSTICE

**Arrêt de la Cour de justice (date et publication) :** Arrêt de la Cour 12/11/2002, aff. 206/01 - Rec.2002 p.I-10273

**Numéro de document :** [C2001/0206/3](#)

**Suite réservée à l'affaire par la juridiction nationale :** La décision du Justice Laddie dans l'affaire Arsenal Football Club Plc contre Matthew Reed 1 ( Voir Reflets n° 1/2003, pp. 15-16) a été infirmée en appel. Dans cette décision, Justice Laddie avait déclaré que la Cour de Justice avait outrepassé ses compétences et que, par conséquent, la juridiction de renvoi n'était pas tenue de suivre sa décision. La cour d'appel précise que, pour la juridiction de renvoi, la question de contrefaçon de marque était posée de manière à établir si l'usage contesté d'un signe identique à une marque relevait d'un usage de celui-ci en tant que marque, en ce sens qu'il indiquait l'origine des produits. Toutefois, fait remarquer la cour d'appel, la Cour de justice a jugé que cet élément n'est pas pertinent. Ce qui est pertinent est de savoir si l'usage du signe est susceptible de mettre en péril le droit de propriété que l'enregistrement de la marque donne à son titulaire ou la garantie de provenance qui constitue la fonction essentielle de la marque.

# Conventions

Bibliothèque et documentation > Jurisprudence nationale et internationale  
> Conventions de Bruxelles et Lugano - Règlement 44/2001



- Jurisprudence nationale relative aux Conventions de Bruxelles et de Lugano concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000
- Recherche par :
  - article de la Convention
  - plan systématique
  - année
- Décision en langue originale
- Coopération avec l'*Institut für Rechtsinformatik* (IFRI), Université de la Sarre

## REFLETS

Bibliothèque et documentation > Informations juridiques d'intérêt pour l'Union > Reflets



■ Bulletin d'informations rapides sur les développements juridiques présentant un intérêt pour l'Union

■ Publié 3 fois par an

■ Disponible en FR (site Curia) et en EN (site ACA-Europe)

### REFLETS

*Édition axée sur la protection des données à caractère personnel*

*Développements juridiques présentant un intérêt pour l'Union européenne*

A. JURISPRUDENCE.....	7
I. Juridictions européennes et internationales.....	7
Cour européenne des droits de l'homme.....	7
• Arrêts des 06.06.13 et 29.04.14, Avilkina e.a / Russie et L.H. / Lettonie - Droit au respect de la vie privée et familiale - Collecte et traitement de données médicales personnelles par des autorités publiques - Étendue et modalités du pouvoir d'appréciation des autorités compétentes - Violation*	
• Arrêt du 18.04.13, MK / France - Droit au respect de la vie privée et familiale - Conservation des empreintes de personnes non condamnées par des autorités publiques - Violation*	
• Arrêt du 16.07.13, Węgrzynowski et Smolczewski / Pologne - Droit au respect de la vie privée et familiale - Refus d'ordonner le retrait d'un article disponible dans les archives en ligne d'un journal et portant atteinte à la réputation du requérant - Non-violation*	
• Arrêts des 18.04.13 et 16.07.13, Saint-Paul Luxembourg S.A / Luxembourg et Nagla / Lettonie - Droit au respect de la vie privée et familiale - Liberté d'expression - Ordonnance de perquisition et de saisie insuffisamment définie - Violation*	
• Arrêt du 27.11.14, Lucky Dev / Suède - Droit de ne pas être jugé ou puni deux fois - Sanctions fiscales et pénales infligées pour les mêmes faits - Violation*	
Cour AELE.....	13
• Arrêt du 10.12.14, E-18/14 - Attribution des créneaux horaires dans les aéroports de l'EEE - Procédure accélérée devant la Cour AELE	
II. Juridictions nationales.....	14
1. États membres.....	14
Allemagne.....	14
Bundesgerichtshof/Oberlandesgericht Köln/Landgericht Heidelberg	
• Arrêt du 14.05.13 - Protection des données à caractère personnel - Obligation de contrôle et de prévention incombant à l'exploitant d'un moteur de recherche - Portée*	